

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Le numéro

0,50 F - 5 F.B.

JUILLET-AOÛT 1968 - 6^{ème} ANNEE - N° 56

Abonnement de soutien

10 F. 100 F.B.

Abonnement annuel

5 F. 50 F.B.

Le Prolétaire

B. P. 375 - MARSEILLE-Colbert

C.C.P. 2202-22 - Marseille

La défaite électorale de la gauche confirme les thèses anti-électorales, anti-frontistes et anti-réformistes du parti de classe

LA VERITE DE CLASSE DITE PAR L'ENNEMI DE CLASSE

NOUS soumettons à l'attention de tous les militants de base de la C.G.T. qui n'ont pas voulu comprendre nos critiques à leur organisation et les ont jugées calomnieuses, ce texte paru dans le « Courrier des Démocrates » (organe des "centristes") :

« ...Si dans les heures les plus dramatiques de la crise, le pire a pu être évité, ce résultat est dû à une sorte de complicité objective entre l'Etat gaulliste d'une part et le Parti communiste d'autre part, antagonistes publics, mais menacés l'un et l'autre par une poussée révolutionnaire qu'ils se sont appliqués, ensemble, à désarmer, chacun avec les moyens qui lui sont propres. Au moment où l'Etat était muet et absent et les autorités publiques partout débordées, si la France, paralysée et frappée de stupeur, n'a pas été submergée par la vague, elle le doit au Parti communiste et à la C.G.T. qui, faisant preuve de civisme, ont pris courageusement leurs distances à l'égard des « aventuriers », comme ils disent, de la nouvelle gauche révolutionnaire, ont empêché la grève généralisée de tourner à la grève générale, ont maintenu dans le pays un ravitaillement en vivres, gaz et électricité, au point que pendant quelque quarante-huit heures l'ordre public en France s'est appelé Georges Séguy. Et lors du renversement de situation du 30 mai, au moment où l'Etat reprenait voix et autorité proposant, par la dissolution de l'Assemblée nationale, de proches élections législatives, le Parti communiste acceptait aussitôt que sa querelle avec le gaullisme soit vidée sur le champ de bataille légal d'un scrutin démocratique, cependant que la véritable extrême gauche dénonçait les élections « bourgeoises » et criait derechef à la trahison de l'idéal révolutionnaire. On ne veut pas dire par là que gaullistes et communistes ne soient que des ennemis de comédie : leur affrontement est dramatiquement réel, mais il arrive souvent que l'entente tacite entre les ennemis déclarés permette de sauver la paix civile ou internationale ».

Sans commentaire !

Combien sont-ils en France de prolétaires qui, lancés dans une grève générale d'une ampleur sans précédents, entendaient bien accomplir une action politique ? En d'autres termes, combien sont-ils qui, de la grève, attendaient non seulement les améliorations revendiquées de leurs conditions de travail et de leurs salaires, mais un profond changement au sommet, dans la sphère de l'Etat ? Des centaines de milliers et même des millions qui aujourd'hui, après la victoire de l'U.D.R., ressentent cruellement leur impuissance et l'amertume que causent toujours les défaites. Parmi ces millions, n'y en aura-t-il pas que l'âme expérience ouvrira à une conscience plus exacte de la réalité sociale que celle

Pendant et après les événements, les observateurs de la bourgeoisie ont dit et répété que les ouvriers français n'étaient pas révolutionnaires, pour s'en réjouir bien entendu — et l'opportunisme syndical et politique a eu à cœur de le confirmer pour bien convaincre la bonne société de la pureté de ses propres intentions. La constatation est en partie exacte, mais que signifie-t-elle exactement ? Dans l'acception vulgaire, est "révolutionnaire" qui conque est prêt à "tout casser" pour parvenir à ses fins ; mais, dans l'acception réelle — l'acception marxiste —, seuls méritent l'adjectif, ceux qui ayant perdu toutes les illusions que la classe dominante et son complice, l'opportunisme, répandent à foison et ayant saisi la racine même de tous les maux dont

qui a poussé la classe ouvrière française à participer à la farce électorale avec plus d'espoirs que jamais ? N'y en aura-t-il pas auxquels l'échec subi aura fait pressentir par quelles dures voies il faudra passer pour s'émanciper enfin du joug odieux du Capital et de son appareil d'Etat ? Il faut l'espérer. Sinon, mai-juin 1968 ne serait qu'un nouvel insuccès à ajouter à la liste déjà longue des défaites autrement cuisantes que les illusions électorales, frontistes et réformistes ont déjà valu à la classe ouvrière internationale. Sinon, mai-juin 1968, qui a pourtant soulevé tant d'enthousiasmes et d'espoirs trait vite se perdre parmi toutes les expériences perdues du prolétariat.

nous souffrons dans cette société capitaliste, ne peuvent plus se contenter de faux semblants, de faux changements, de fausses transformations, mais veulent extirper une bonne fois cette racine, sans reculer devant les moyens extrêmes qu'exige toute transformation radicale. A cet égard, peu importe que les ouvriers français aient marqué infiniment moins de propension à « tout casser », que ces enfants terribles des classes moyennes que sont les étudiants : il est facile de « tout casser » quand on n'a pas la mission historique de reconstruire la société sur des bases nouvelles, qu'il s'agit seulement d'un changement à l'ordre existant ; il l'est beaucoup moins de déclencher une révolution sociale qui doit aller jusqu'au bout et qui, sous peine de périr de façon atroce, ne peut rien laisser subsister de l'ordre existant. A cet égard, par contre, ce qui est grave, c'est que la conscience politique qui a poussé l'ouvrier français moyen à voter pour la FGDS, le PCF ou même le braillard PSU était une conscience illusoire, à mille lieues de mesurer la profondeur des antagonismes qui opposent le prolétariat non seulement au grand capital, mais à la masse amorphe, conservatrice et peureuse des classes moyennes. En mai-juin 1968, les ouvriers de France n'étaient en effet pas « révolutionnaires » dans leur grande masse, dans la mesure où ils croyaient pouvoir faire servir la démocratie politique à leurs propres fins de classe ; dans la mesure où ils croyaient que le reste du « peuple » de France — c'est-à-dire les classes moyennes — ne les abandonnerait pas face au parti ouvertement bourgeois et enfin dans la mesure où ils croyaient tout cela parce qu'ils n'aspiraient finalement qu'à une amélioration stable de leur situation dans le cadre inchangé du capitalisme. C'est vrai ; mais ce qui ne le serait pas serait de s'imaginer que la classe ouvrière de France (ou de quelque pays que ce soit) ne se débarasserait jamais de toutes ces illusions fatales. Les faits eux-mêmes — dans notre cas, le résultat des élections — ne se chargent-ils pas les liquider ?

toire sur l'aristocratie et que, de ce fait, elle est devenue le principal ennemi du prolétariat. C'est dire qu'il le répète depuis tantôt un siècle, et spécialement depuis que la démocratie politique préside aux destinées d'un capitalisme devenu irrévérablement impérialiste. Or, que nous ont montré les faits récents ? La classe ouvrière s'était bien convaincue qu'avec « un gouvernement pareil », elle n'avait aucune amélioration économique durable à attendre et c'est pourquoi elle se lança dans une grève dont le but était tout autant de faire tomber le gouvernement que de fléchir la résistance du patronat à ses revendications économiques. Seulement, il n'existait dans le pays aucune force politique décidée à prendre ce pouvoir pour satisfaire la classe ouvrière, pour la bonne raison que « satisfaire la classe ouvrière » ne se peut sans s'en prendre aux intérêts capitalistes et qu'aucun des partis dits « d'opposition » qui se disent et sont réellement des partis nationaux, c'est-à-dire des partis soucieux de défendre la position de l'économie française dans le monde, ne peut ni ne veut le moins du monde en arriver à pareille extrémité. Le décalage universellement ressenti entre des grévistes qui voulaient « en finir avec de Gaulle et Pompidou » et l'opposition qui, soit comme ce fut le cas du PCF lançait ses foudres contre la « provocation », soit (comme ce fut le cas du PSU) se solidarisaient en paroles avec la rue mais ne proposait en fait que de très légères élections, aurait dû prouver à tous les ouvriers capables de voir et d'entendre qu'il n'existe pas de parti électoral, gouvernemental et national dont la fonction soit objectivement de satisfaire la classe ouvrière et que donc la fonction des partis électoraux, gouvernementaux et nationaux est tout autre, à savoir de lui faire prendre patience, de la nourrir d'espoirs, bref d'assurer la paix sociale à ses dépens. L'habitude

(Suite en page 4)

L'IMMEDIATISME NOUS TUE

Les sources sociales de l'opportunisme sont au nombre de deux : l'influence fatale de la petite-bourgeoisie sur le prolétariat partout où il est largement la minorité sociale, malgré le développement des formes capitalistes, d'une part ; et, d'autre part, l'immédiatisme ouvrier, c'est-à-dire l'attachement aux résultats concrets, tangibles et surtout proches dans le temps qui est bien nature. (quoique désastreux) chez ceux qui souffrent le plus de l'oppression économique. Le succès des revendications petites bourgeoises des partis réformistes n'est évidemment pas sans rapport avec cet immédiatisme spontané des ouvriers, mais il est bien clair que le terrain d'élection de ce dernier est par nature le syndicat, puisque le syndicat a pour fonction (pas exclusive, mais évidente) de résister à la pression économique de la classe patronale sur les salariés, voire, dans les conjonctures favorables, de lui arracher des concessions matérielles. C'est pour cette raison que, parmi nos adversaires, nous avons trouvé au cours du récent mouvement non seulement les habituelles « canailles stalinienne » (chefalions politiques ou élus municipaux), mais — chose infiniment plus douloureuse — de dévoués militants syndicaux qui ont dû bien souvent payer de leur personne dans la récente grève et qui ont considéré (bien à tort) comme une offense et une injustice personnelles notre critique sévère de la CGT.

« Comment osez-vous attaquer ainsi le syndicat ? nous demandait un jour, plus ulcéré qu'hostile, un de ces militants ouvriers ; « les congés payés en 1936 ; la Sécurité sociale et les Allocations familiales en 1945 ; et après cette grève, pour des ouvriers de mon industrie qui ont toujours du mal à joindre

les deux bouts, jusqu'à dix mille anciens francs de plus par mois ! Vous croyez que tout cela n'est rien pour le simple ouvrier ? « Non, cela n'est pas rien, chers camarades syndicalistes qui raisonnez ainsi, et qui nous lisez peut-être ; si ce n'était rien, la bourgeoisie ne serait pas parvenue à obtenir que le prolétariat renonce à la révolution et au socialisme pour le plat de lentilles que constituent ces quelques réformes de la législation du travail, et pour des avantages économiques qui sont pourtant vite annihilés par la hausse du coût de la vie dans notre belle économie mercantile. Ce n'est pas rien non plus que de consacrer sa vie et ses forces à la défense syndicale de ses camarades de travail ; aucun militant révolutionnaire n'a à mépriser la lutte syndicale ni à se soustraire à ses servitudes ; mais la question n'est pas là, pas du tout.

La question est que si, d'un côté, on fait le tableau des « conquêtes » de la lutte syndicale consciencieuse quotidienne de centaines et de milliers de militants ouvriers dévoués, mais empoisonnés par l'immédiatisme et, de l'autre, celui des ravages historiques causés par la survivance du capitalisme, ce sont les ravages qui, de loin, dominent la scène sociale et historique. Le fameux « progrès social » est indigent et d'une désespérante lenteur, mais les grandes catastrophes collectives provoquées par l'impérialisme, elles, se pressent en grand nombre, à un rythme rapide ! Une petite liste rapide de ce fameux « progrès », pour la France : 1874 : interdiction du travail des enfants au-dessous de 12 ans ; 1892 : interdiction du travail de nuit aux femmes et aux enfants ; 1904 : journée de travail légale de dix heures, mais seulement dans les

entreprises employant en même temps que des hommes, des femmes et des enfants ; 1905 : repos hebdomadaire ; 1919 (il fallut auparavant une guerre mondiale) : journée de travail légale de 8 heures ; 1927 : institution de la retraite ouvrière ; 1936 : congés payés annuels ; 1945 : (il fallut une seconde guerre mondiale) : Sécurité Sociale et Allocations familiales. Presque cent ans de souffrances prolétariennes, de jactance réformiste, de promesses progressistes, et voilà à quoi se réduit le bilan ! Par contre, quel spectacle dans l'arène du monde : deux guerres mondiales, une crise économique internationale, une multitude de guerres coloniales, on n'en est qu'au début, puisque l'impérialisme n'a encore qu'une cinquantaine d'années, et on n'en finirait pas d'achever le tableau...

Alors, la conclusion ? Vous, camarades syndicalistes, vous nous reprochez de faire un travail "néfaste", "démobilisateur", un travail de « division » quand nous attaquons votre centrale cégétiste qui, selon vous, aurait réalisé de telles conquêtes qu'il n'y aurait plus lieu de tenir aussi dur que nous le faisons sur la plateforme de la révolution socialiste et de l'internationalisme ! Mais vous, lorsque vous arrachez nos affiches de parti, quand vous combattez les militants qui diffusent le journal révolutionnaire, le seul journal qui attaque le capitalisme comme le régime social et politique responsable de tous ces tourments, de toutes ces horreurs (et qui vient, soit dit par parenthèse de vous infliger une belle piquette électorale) ! Bref, lorsque vous tentez de faire obstacle à la propagande communiste internationaliste, quel travail au juste faites-vous ? et à qui, au juste, profitez-ils ? La réponse est claire...

La démocratie politique ne peut pas servir aux fins de classes du prolétariat, même si par là on entend, non pas la seule chose qui mérite ce nom (c'est-à-dire le socialisme), mais ce qu'entend la conscience commune (c'est-à-dire un adoucissement de l'exploitation et de l'oppression que la classe patronale fait peser sur ses salariés). Cela, le Parti marxiste le dit et le répète depuis que l'est vrai, c'est-à-dire depuis que la bourgeoisie a remporté la vic-

PERMANENCES A MARSEILLE

le Dimanche 4 août
le Dimanche 18 août
de 10 h. à 12 h.
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

La tactique désastreuse des directions syndicales opportunistes

Nombreux sont les prolétaires qui ont trouvé bien minces les résultats obtenus étant donnée l'ampleur de la grève de ce printemps 68. Ils n'en ont pas moins repris le travail, généralement convaincus d'avoir épuisé toutes les possibilités de lutte. D'autres, beaucoup moins nombreux, ont soupçonné la vérité, à savoir qu'au contraire leurs direction politique et syndicale avaient mobilisé toutes leurs forces pour châtrer ce grand mouvement et l'enterrer finalement dans les urnes.

Au début de la grève, aucun mot d'ordre tendant à généraliser le mouvement sur une base

Si la grève a été pratiquement générale et illimitée, c'est donc à la volonté de lutte des prolétaires qu'on le doit, ceux-ci ayant rompu avec les mouvements partiels et limités auxquels les syndicats avaient l'habitude de les appeler à participer.

Quant à l'occupation des usines, décidée par les grévistes eux-mêmes, au début tout au moins, si elle présentait l'avantage de rendre la grève totale, elle avait l'inconvénient d'isoler les ouvriers de chaque usine de l'ensemble de leur classe et, par conséquent, de faire perdre à la grève son véritable contenu de démonstration de force de classe. Les dirigeants syndicaux s'en sont très bien rendu compte : ils ont sans cesse appelé à « renforcer l'occupation » et interdit aux grévistes de sortir des usines sous prétexte que des « provocateurs » risquaient de se glisser parmi eux. Cela aurait eu un sens s'il s'était agi d'empêcher une minorité d'ouvriers de suivre les appels plus ou moins confus d'organisations à base non prolétarienne, revendiquant la violence pour la violence, sans buts de classe fondamentaux et donc, à la fois stérile et meurtrière. Mais en réalité, les organisations syndicales et politiques qui, elles, possédaient une organisation puissante, structurée, implantée à l'échelle nationale et jouissaient, en gros, de la confiance de la masse ouvrière, interdisaient à cette masse, en empêchant ainsi les grévistes de « sortir » dans la rue, de se comporter comme une classe consciente de sa force et décidée à l'utiliser pour faire céder l'adversaire sur des revendications intéressantes tous les ouvriers.

En interdisant aux grévistes de « sortir », les dirigeants syndicaux s'interdisaient aussi d'être les chefs de cette force de classe et s'auto-risaient, du même coup, à jouer le rôle d'intermédiaires dans des négociations. Ce qu'ils firent à Grenelle. Nous avons déjà donné, dans ces colonnes, un compte rendu des accords (voir *Le Proletaire* de juin). Nous voudrions attirer ici l'attention sur le relèvement du SMIG, autour duquel la presse a mené grand tapage. Or, le 3 mai 1968, c'est-à-dire avant la grève, les salaires minima du bâtiment et des travaux publics de la région parisienne avaient déjà été relevés de 38,5 %, ce qui est à peu près le taux d'augmentation du SMIG obtenu à Grenelle.

Quoi qu'il en soit, après les accords, les dirigeants syndicaux sont allés consulter leurs « mandants », comme ils disent. Et ceux-ci les ont fort mal reçus. Alors, après avoir fait la preuve de la richesse de leur vocabulaire (le « protocole d'accord » devenant « projet de protocole d'accord » ou « constat »), les chefs syndicaux sont passés à la fragmentation de la

unitaire n'a été lancé par les syndicats. Ils se sont contentés de faire des réunions et des meetings dans chaque entreprise et de laisser l'initiative à la base pour ce qui concernait la forme d'action et les revendications à poser, laissant ainsi subsister un large éventail de revendications particulières. Le 16 mai, la C.G.T. se contentait d'appeler « tous les travailleurs à se réunir sur les lieux de travail, à déterminer avec leurs responsables syndicaux les conditions de leur entrée dans la lutte et les bases revendicatives de leur action ».

grève : « Ce que le gouvernement et le C.N.P.F. n'ont pas consenti à l'échelle nationale interprofessionnelle, il faut le leur imposer aux autres niveaux dans le cadre des négociations qu'il faut exiger immédiatement par branches d'industrie et secteurs professionnels et qui se poursuivent dans les secteurs nationalisés et public » (Communiqué de la Commission administrative de la C.G.T. du 27 mai).

Ce sera le départ d'une véritable orgie négociatrice qui n'aura d'autre résultat que d'entamer le front uni de la grève par le biais des négociations séparées, sans que les accords signés ne dépassent, en moyenne, un simple aménagement des accords de Grenelle. Le patronat lâchera quelques miettes de plus dans certaines branches pour hâter la reprise du travail, tandis que sa résistance deviendra de plus en plus dure dans les secteurs de pointe où la grève aura duré le plus longtemps, mais qui se retrouveront isolés. Cet émiettement de la grève, on peut le suivre à travers des déclarations syndicales : « La reprise du travail aura lieu en bon ordre là où les revendications ont reçu des satisfactions suffisantes » (déclaration du Bureau confédéral de la C.G.T., 2 juin) ; « partout où le résultat est d'accord actuellement soumis à l'approbation des travailleurs comportent des éléments positifs importants susceptibles de favoriser une reprise rapide du travail » (Communiqué de la C.G.T. du 3 juin) ; partout où le résultat est bon, la consultation des travailleurs en grève sera menée avec un avis favorable des organisations de la C.G.T. (Krasucki à l'assemblée des militants de l'U.D.-C.G.T. de Paris, 3 juin ; c'est nous qui soulignons).

Dans *L'Humanité* du 6 juin, Etienne Fajon écrivait : « La C.G.T. estime que partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité ». La grande organisation syndicale donne, disant cela, une nouvelle preuve de son sens des responsabilités... Tout autre attitude fournirait à de Gaulle le prétexte qu'il attend, qu'il espère pour éviter la consultation du peuple et s'engager, comme il l'a dit, dans « d'autres voies que le scrutin immédiat du pays » ; elle l'aiderait à nourrir l'inquiétude dans une partie de la population ».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que le prolongement de la grève empêcherait le déroulement normal des élections ? Sans doute, mais surtout qu'il gênerait les bonnes relations entre le P.C.F., la F.G.D.S. et « une partie de la population », c'est-à-dire la petite bourgeoisie, les classes moyennes, tous ceux qui n'hésitent pas à voter à

droite dès que la classe ouvrière montre les dents. Voilà la raison de la liquidation électorale de la grève.

Le moyen technique pour réaliser cette liquidation c'est Pompidou lui-même qui l'a proposé en réclamant une reprise du travail le lendemain de la Pentecôte après consultation des grévistes à bulletin secret et, bien que Seguy ait rétorqué : « Nul ne saurait imposer une forme particulière de consultation, il appartient aux travailleurs et aux organisations syndicales de juger ce qui paraît être le plus pratique et le plus efficace » (*Humanité*, le 5 juin), c'est au bulletin secret que la C.G.T. s'est finalement ralliée, comme au moyen « le plus pratique et le plus efficace » pour renvoyer les grévistes au travail ! Pourquoi cette forme pourtant très « démocratique » a-t-elle des résultats tellement négatifs ? Parce que la grève est un acte essentiellement collectif et volontaire, au cours duquel les prolétaires se libèrent de l'assujettissement aux rapports de production capitalistes. Le capitalisme oblige chaque homme à vendre sa force de travail individuellement pour vivre. Les hommes refusent collectivement de vendre leur force de travail pendant la grève. Le capitalisme impose la concurrence entre ouvriers dans la production, les ouvriers rejettent collectivement cette concurrence pendant la grève. Mais tout ouvrier sait que cette libération n'est que provisoire et liée à la grève ; de ce fait il continue à subir dans une certaine mesure toutes les sollicitations de la société capitaliste dont il dépend en tant qu'individu. La libération temporaire apportée par la grève n'existe que parce que celle-ci est un acte de classe et que chaque ouvrier s'identifie à cette classe. Par contre, la consultation individuelle le fait retomber dans son habituelle dépendance à l'égard de la société bourgeoise et donne le pas à sa conscience d'individu sur sa conscience de classe.

L'adoption d'un tel procédé prouve bien que la direction actuelle du syndicat a renoncé à son rôle qui n'est pas seulement d'assurer le succès économique des grèves, mais une plus grande cohésion, une plus grande force, une plus grande capacité de riposte de la classe ouvrière face à la contre-offensive que la bourgeoisie lancera nécessairement par la suite ; mais cette cohésion, cette force et cette capacité ne pourraient conduire qu'à des heurts de plus en plus violents entre la bourgeoisie et le prolétariat et finalement à la revendication du pouvoir politique par ce dernier, et c'est précisément ce que l'opportunisme a pour fonction d'empêcher.

Pour nous marxistes, la lutte revendicative vise à l'abolition de l'exploitation capitaliste, de l'abrutissante division du travail et donc du salariat et non à leur adoucissement. C'est pourquoi elle passe par le renversement de l'appareil de traitres qui emprisonne actuellement les syndicats par les prolétaires eux-mêmes, renversement inséparable de la lutte du parti de classe contre l'opportunisme à laquelle la classe ouvrière doit se rallier résolument si elle veut réaliser un jour son émancipation.

LE PROLETAIRE
est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

145 ; Soutien Bernard, 8 ; Un ami du communisme, 10 ; Gérard II, 50 ; Soutien Jean, 8 ; Jacques, 5 ; Reg, 10 ; Jean-Paul, 3 ; Bouzid, 20 ; André, 20 ; Libertino, 30 ; Alger, 70 ; Robert, 40 ; Roland, 30 ; Raymond, 10 ; Hélène, 20 ; Soutien Michel, 5 ; R. et R., 40 ; Rigoureux, 10 ; Retour, 30 ; Gérard, 14,60 ; R.P., 31,50 ; Luc, 20 ; Larry, 11 ; Alain salue les camarades d'Algérie, 100 ; Mustapha, 60 ; B. contre le mariage bourgeois, 50 ; Pour le parti de classe, 60 ; Libertino, 20 ; Sympathisant, 25 ; Lib., 20 ; Mustapha, 20 ; Bouzid, 20 ; André, 20.
Total Listes 5 et 6... 2.597,75
Total précédent... 3.867,43
Total général... 6.465,18

ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Nombreux sont ceux qui pensent que l'anneau le plus faible de la chaîne impérialiste ne se trouve plus en Europe en cette seconde moitié de notre siècle, mais dans le Tiers Monde. Pour notre part, nous n'avons jamais sous-estimé — contrairement aux sociaux-démocrates de la II^e Internationale — le rôle que les pays sous-développés — colonies ou semi-colonies — sont appelés à jouer historiquement dans le cadre de la lutte contre le capitalisme ; mais nous avons toujours affirmé que la façon correcte de poser les problèmes de la reprise d'une lutte de classe radicale implique la reconnaissance sans équivoque de la thèse suivante : c'est sur le vieux continent et aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans le secteur où le capitalisme est né et où les contrastes de classe sont de loin plus explosifs que dans d'autres aires historico-géographiques que, poussé par la crise aiguë des structures capitalistes, le prolétariat pourra porter un coup décisif et irréparable à tout le système bourgeois. C'est là, répétons-le, la seule prévision correcte du point de vue marxiste.

Dans le cadre de cette prévision, nous avons toujours accordé une attention particulière à l'Allemagne, cœur de l'Europe continentale, cherchant dans le développement de son économie et dans celui de ses luttes ouvrières la confirmation théorique et pratique de la mé-

de l'année précédente) ; en septembre 1967, ils étaient tombés au-dessous d'un million. Le temps était venu — et pour cause — du lancement du centre-gauche : la coalition gouvernementale actuelle date précisément de l'automne 1966, et il faut vraiment être aveugle pour ne pas voir le rapport étroit qui existe entre l'aggravation du chômage et l'entrée des sociaux-démocrates au gouvernement.

Entre juillet 1966 et juillet 1967, l'emploi dans l'industrie a baissé de 7,7 %, chiffre d'autant plus significatif qu'en juillet dernier, le chômage et le sous-emploi massifs de l'hiver 1966-67 s'étaient partiellement résorbés (en juin 1967, les chômeurs étaient au nombre de 400.000 et les ouvriers travaillant selon un horaire réduit au nombre de 80.000). Il vaut la peine d'examiner en détail la réduction de l'emploi dans les divers secteurs. Par rapport à juillet 1966, le chômage a augmenté dans les proportions suivantes : industrie extractive en général, 13,8 % ; charbon, 14,6 % ; tuiles et briques, 10,1 % ; chimie, 1,6 % ; textiles, 10,5 % ; confection, 11,1 % ; construction, 12,3.

Il est intéressant de noter que dans ses prévisions concernant l'emploi de la force de travail jusqu'en l'an 2000, l'Institut fédéral de Statistique prévoit une diminution jusqu'en 1974, puis une augmentation progressive. Nous sommes prêts

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ? (PROGRAMME COMMUNISTE)

Nous répondons à cette question dans une petite brochure ronéotypée qui expose brièvement les positions du Parti après avoir indiqué les grandes lignes de l'histoire du mouvement communiste.

Prix : 0 fr. 50

Commandes au " Proletaire "

thode d'analyse qui nous porte à conclure que l'explosion de la lutte de classe dans ce pays jouera un rôle international. Dans cet article, nous nous référons à l'Allemagne occidentale, mais une autre fois, nous ne manquerons pas d'aborder la question du « socialisme » de l'Allemagne de l'Est.

L'Allemagne du boom d'après-guerre, de la confiance dans le bien-être a connu sa fin symbolique avec l'éviction du chancelier Erhard. Le centre-gauche allemand, la grande coalition, a confirmé, s'il en était besoin, le rôle fasciste du pacifisme social pratiqué par la social-démocratie Face au développement objectif de la crise, le « mage de l'économie allemande » s'était montré impuissant : triste sort de tous les mages dont le monde bourgeois contemporain est si riche. Alors, toujours fidèle à elle-même, la social-démocratie s'effrit à protéger l'accumulation et la concentration capitalistes contre les sursauts possibles d'une classe ouvrière pourtant solidement tenue en brides par tous les moyens de gouvernement. Mais le temps ne travaille pas en faveur de la social-démocratie et de son important appareil syndical, comme le démontrent les chiffres suivants.

En 1954, le chômage s'élevait à 150.000 unités ; en avril 1966, la courbe était descendue à 120.000, tandis que le sous-emploi était presque nul. Maintenant viennent les temps durs : le « miracle économique » touche à sa fin ; pendant l'hiver 1966-67, il y a environ 700.000 chômeurs, auxquels il faut ajouter environ 100.000 sous-employés en novembre 1966 qui s'élevèrent à 350.000 environ en février-mars de l'année suivante. Les travailleurs étrangers étaient au nombre de 1.320.000 en septembre 1966 (avec une augmentation de 200.000 unités par rapport au mois de janvier

à parier gros sur l'exactitude de la prévision jusqu'en 1974 ; quant aux années suivantes, nous tenons pour très probable que les lois des grands nombres telles qu'elles sont appliquées par les experts très bourgeois de l'Institut aient à subir des modifications dont l'importance échappe aujourd'hui à ces messieurs !

En attendant, l'économiste Altvater exclut la possibilité de l'augmentation moyenne de 4 % par an prévue par le ministre de l'Economie du gouvernement de Bonn et prévoit à juste raison une crise dans le très important secteur de l'automobile quand le Japon se présentera en concurrent sur les marchés actuellement occupés par l'Allemagne occidentale.

Ce tableau sommaire doit être complété par un fait tout autre que négligeable, à savoir l'élimination générale ou presque des heures supplémentaires et par l'important phénomène de la prolétarisation des couches moyennes dans lequel nous sommes en droit de voir une des causes de la radicalisation du mouvement étudiant d'une part et du renforcement de l'extrême-droite de l'autre.

Nous ne disposons que de peu de données à cet égard, mais l'augmentation du nombre de faillites, surtout dans la construction et le commerce en gros, est déjà éloquent par elle-même : janvier 1962, 697 ; juillet 1967, 1.124.

LES LUTTES OUVRIERES

Pendant la prospérité économique, le salaire réel était supérieur à celui des contrats collectifs qui, en Allemagne fédérale, étaient conclus Land par Land. Durant les années heureuses du boom, la pénurie de main-d'œuvre a provoqué une

(Suite page 3)

Souscription Permanente 1968

LISTE N° 5 ET 6

François, 50 ; Lucien, 20 ; Emile, 20 ; Inconnu, 3,50 ; Soutien Emile II, 8 ; Christian, 70 ; Simone, 4 ; Xavier, 1 ; François, I, 100 ; Alain, 8 ; Toto, 20 ; Félix, 20 ; Aix, 30 ; Trouvés, 2 ; Piccino, 10 ; R. et R., 40 ; Emmanuel, 5 ; Gérard, 1,90 ; Soviet, 80 ; Sire, 30 ; Sultan, 8 ; Jean, 20 ; Just, 20 ; Emile, 10 ; Sidonie, 10 ; Far, 6,30 ; Lime, 20 ; Soutien Adolphe, 8 ; Binch et Rebecca pour la révolution, 100 ; Max, 10 ; Souscription spéciale, 830 ; Lucien, 20 ; Petit soutien, 1 ; Piccino, 50 ; Gérard, 2 ; Simplon, 50 ; Souvenir, 30 ; Slim, 20 ; René, 15 ; Inconnu, 1 ; Vente,

ALLEMAGNE OCCIDENTALE

(Suite de la page 2)

augmentation graduelle de l'écart entre les tarifs contractuels et les salaires réels en faveur de ces derniers, de telle sorte qu'une fraction toujours plus importante des ressources des travailleurs (dans les grandes entreprises, les services sociaux de toutes sortes, les primes de production et d'ancienneté sont devenus aussi importants que ceux de l'Etat lui-même) n'est pas garantie par des contrats collectifs régionaux.

La crise a avant tout entraîné la liquidation générale de ces prestations extraordinaires. Nous disions plus haut que l'entrée de la social-démocratie au gouvernement a mis une nouvelle fois en lumière son caractère fasciste larvé Or, pour quoi est né le fascisme, si ce n'est, entre autres, pour fournir au capital la main-d'œuvre à bas prix ? Eh bien, tandis que le coût de la vie augmente, l'appareil syndical social-fasciste a bien souvent poussé ses diverses organisations à renoncer à la dénonciation et au renouvellement des vieux contrats collectifs.

Les syndicats dits de « gauche », c'est-à-dire ceux de la métallurgie et de la chimie, ont été les premiers à accepter cette duperie. Le premier contrat collectif conclu depuis la formation de la grande coalition a été celui de l'industrie chimique : les appareils syndicaux qui revendiquaient des augmentations de salaires oscillant entre 8,5 et 9,5 % ont accepté une augmentation de 3 % et cela sans grèves. A l'automne 1966, la base s'était prononcée pour la grève dans l'écrasante proportion de 90 % parmi les métallurgistes du Bade-Wurtemberg : la centrale syndicale social-démocrate de ce Land déploya toutes ses ressources démagogiques et la grève n'eut pas lieu. Ailleurs — chez Mercedes — on se limita à de prudentes « grèves d'avertissement ».

La base ouvrière, pourtant, tend à se libérer de la néfaste emprise social-fasciste. En novembre dernier, la Hesse a connu une grande grève dans l'industrie du caoutchouc : c'est la première depuis 1923 et les trois quarts des ouvriers (15.000 sur 20.000) y ont participé, au mépris des directives de la centrale syndicale régionale. Les travailleurs étrangers (espa-

gnols, turcs, italiens) ont lutté massivement et avec combativité aux côtés de leurs frères de classe allemands, et on ne manqua pas d'appliquer aux jaunes les méthodes de persuasion qui s'imposent. Le fait que les industries du caoutchouc soient disséminées dans des centres non essentiellement industriels accroît la signification de cette lutte magnifique d'une part, mais de l'autre, en marque les limites. Malgré l'œuvre d'« apaisement » des social-fascistes, l'abolition des prestations extraordinaires a provoqué des grèves « non officielles » à Cologne (métallurgistes), Hanovre et Mannheim (fabriques de tracteurs), Stuttgart (Mercedes) et ailleurs.

Sous la pression du malaise économique, le prolétariat allemand a eu pendant la crise des sursauts qui laissent présager, à la longue et dans des conditions générales différentes, une vigoureuse reprise de classe. Il ne faut pas oublier en effet que ce prolétariat est celui qui a lutté le plus longtemps contre le capitalisme et que son importance numérique (en Allemagne occidentale, ouvriers et employés constituent les 80 % de la population active totale) n'est pas étrangère au fait que, vingt-cinq ans après la seconde guerre mondiale, le territoire de l'Allemagne est encore divisé en deux et occupé par des armées étrangères qui y remplissent les fonctions d'une police internationale anti-ouvrière. Divisé, largement soumis au joug de l'appareil des social-traîtres, ayant perdu ses propres traditions de lutte (déjà largement altérées avant Hitler) sous l'influence du stalinisme et post-stalinisme de l'Est et du social-pacifisme de l'Ouest, le prolétariat allemand n'en constitue pas moins un énorme potentiel révolutionnaire qui pourrait frapper le capitalisme dans ses ganglions vitaux à l'échelle du continent européen et même du monde, si à l'élément spontané s'alliait, dans une crise aiguë du système, l'élément conscient du Parti de classe. Mais l'élément conscient existe-t-il actuellement en Allemagne ?

LA PROLETARISATION DES COUCHES MOYENNES

Il nous faut répondre négativement à la question ci-dessus : le Parti n'existe pas en Allemagne. Cette lacune ne date pas d'aujourd'hui et a son origine dans la défaite ou pour mieux dire dans l'occasion manquée il y a une quarantaine d'années. Il ne faut pas oublier que la crise qui a mis fin au « miracle économique » est du type que les économistes bourgeois actuels appellent « conjoncturel ». Question de terminologie à part, il n'en reste pas moins que (et la reprise en cours le confirme) la crise ne s'est pas manifestée comme un effondrement général du système, ni ne le pouvait à l'échelle d'un seul pays. Pour nous, marxistes, il est pourtant évident que cet effondrement se produira nécessairement et que l'Allemagne sera un des principaux secteurs touchés, mais la lutte qui y éclatera alors ne sera décisive pour tout le continent, aussi bien sur le plan économique que militaire, que si le soulèvement des masses trouve une juste direction marxiste, c'est-à-dire celle de ce Parti de classe qui actuellement n'existe pas en Allemagne.

On ne peut certes pas reconnaître cet élément conscient dans le mouvement étudiant. Dans l'idéologie multiforme de ce dernier, des éléments d'origine marxiste se mêlent à des influences de nature variée, bien souvent d'origine sociale plus que suspecte : psychanalyse, refonte idéologique du marxisme (Marcuse, Bloch, etc...), anarcho-syndicalisme à moitié inconscient, suggestions maïostes, castristes et guevariennes, etc., etc...

La majeure partie des étudiants proviennent des couches moyennes dont, disions-nous plus haut, la prolétarisation joue un rôle important dans les bruyants développements du mouvement universitaire. A ce facteur de radicalisation, il faut ajouter celui du manque de débouchés pour ceux qui sortent de certaines facultés particulièrement pléthoriques parce qu'à la mode, mais cela n'est qu'un autre aspect du même processus de prolétarisation. Cela est évident si l'on considère l'ensemble de l'Université d'Allemagne occidentale : en sciences économiques, pendant le semestre d'hiver de 1965-66, il y a eu une augmentation des effectifs étudiants de 87 % par rapport au même semestre de 1960-61 ; en sociologie, de 240 % et en sciences politiques de 1.210 % ! Le tableau général est celui d'un énorme accroissement des travailleurs doublement improductifs et conscients de l'être ou d'être sur le point de le devenir. D'où la radicalisation.

Il est inutile de souligner ici que lorsque le mouvement a émis la prétention de transporter la contestation hors de l'ambiance universitaire, il s'est enfermé dans un cercle vicieux, comme cela était fatal pour un mouvement de ce genre. Néanmoins, la classe patronale reconnaît un danger dans la possibilité d'une contagion de la classe ouvrière par ce mouvement, aussi incohérent et contradictoire qu'en soit l'idéologie. En Hesse par exemple, le gouvernement régional applique deux poids et deux mesures, ordonnant à la police de ne pas frapper les ouvriers afin que les étudiants — qui, eux, l'ont été

— ne fournissent pas une idéologie au mouvement revendicatif local. Plus généralement, il est symptomatique que dans les milieux parlementaires l'idée de rendre la légalité au Parti com-

muniste fasse des progrès : il est clair qu'on voit dans ce parti un contrepois possible au mouvement étudiant et, finalement, un garant de l'ordre public.

Berlin-Ouest :

UNE ECONOMIE EN VOIE D'EFFONDREMENT

Les contradictions qui déchirent une société aussi développée du point de vue capitaliste que l'est la société d'Allemagne occidentale revêtent une particulière gravité à Berlin-Ouest. La division de la ville en deux et son statut politico-juridique l'ont séparée depuis la fin de la guerre des zones économiquement importantes d'Allemagne occidentale. De là proviennent le retard et le déséquilibre de sa reconstruction d'après-guerre par rapport à celle qui a été accomplie en territoire fédéral ; de là surtout le caractère « artificiel » de cette reconstruction accomplie sur la base de vastes travaux publics (maisons populaires, autostrades, etc...) du fait que nombre d'industries localisées à Berlin jusqu'en 1945 en ont été reconstruites en territoire fédéral et non dans la ville même. Si l'on donne l'indice 100 à la production industrielle berlinoise de 1936, on a pour 1967 l'indice 205 qui est nettement inférieur à celui de la République de Bonn, s'élevant à plus de 400. L'écart apparaît encore plus nettement si on examine les différents secteurs de la production ; *électrotechnique* : Berlin-Ouest avait 100 en 1936, 204 en 1964 contre 1132 à la République fédérale ; *construction de machines* : on a de même 100 et 153 pour les mêmes dates contre 381 ; dans d'autres secteurs, on a même assisté à Berlin à une diminution par rapport aux 100 de 1936 ; *industrie mécanique* : 50 contre 288 au reste de l'Allemagne fédérale ; *industrie typographique* : 67 (Allemagne fédérale : 319) et ainsi de suite. Les investissements par tête d'habitant n'atteignent à Berlin que les 75 % de leur montant moyen en Allemagne de l'Ouest, et l'écart apparaîtrait encore plus fort si on comparait les chiffres entre Berlin et d'autres centres industriels de la République de Bonn.

Il en résulte pour Berlin-Ouest une incapacité de soutenir la concurrence qu'aggrave la diminution des subventions d'Etat, détournées vers le reste de la République de Bonn. Etant donnée sa situation géographique, Berlin tend à graviter économiquement vers l'Est (la partie occidentale de la ville comprend 2.200.000 habitants,

contre 1.200.000 à la partie orientale), mais cette tendance se heurte au fait que non seulement l'Allemagne orientale se suffit désormais à elle-même, mais présente déjà les symptômes d'une surproduction. Les investissements américains, oxygène possible pour l'économie de Berlin-Ouest, exigent le maintien de l'ordre public, et à cet égard, Berlin « libre » n'offre pas beaucoup de garanties.

Une telle situation ne peut pas ne pas exercer une influence négative sur la classe ouvrière berlinoise. Actuellement l'émigration en Allemagne occidentale oscille entre 8 et 12.000 par an. Etant donné l'excédent de la mortalité sur la natalité, on calcule que dans dix ans les habitants de Berlin-Ouest ne seront plus que 2.000.000, la population active ayant perdu 150.000 hommes.

Les vieilles générations ouvrières sont bien entendues affectées de tendances conservatrices et dans les jeunes le réveil de la conscience de classe est freiné par la connaissance des conditions que le « socialisme » impose à la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Est. Cela confirme implicitement l'actualité de notre critique des économies d'Europe orientale et de Russie, dont la classe ouvrière (et surtout la classe ouvrière allemande) doivent savoir qu'elles n'ont rien de socialistes.

A Berlin comme ailleurs, c'est naturellement la social-démocratie qui contrôle l'appareil syndical, mais la social-démocratie berlinoise est encore plus ouvertement à droite que celle du reste de l'Allemagne. L'organisation social-démocrate des jeunes (Falken) qui a parfois une attitude critique à l'égard des adultes n'a que peu de liens avec les syndicats ; quant à ceux qui existent entre ces derniers et l'« opposition extra-parlementaire », ils sont encore plus réduits et le poids spécifique des « communistes » présents à Berlin comme « Parti socialiste unifié » est négligeable.

Dans cette situation de désagrégation de l'économie de la ville et de retard au réveil ouvrier par rapport au reste de l'Allemagne fédérale, son manque de liens avec le prolétariat explique l'opportunisme de la

nouvelle gauche berlinoise et l'exaspération du putschisme de ses membres. Le courant de Abendroth qui s'apparente au P.S.U. français avance la sempiternelle revendication des « réformes de structure » et de la « démocratie substantielle » et il accepte le programme syndical de co-gestion. Si celui-ci était appliqué, il ne ferait qu'emprisonner davantage les syndicats dans les structures capitalistes, mais les « gauches » berlinoises le considèrent néanmoins comme une forme de transition à une organisation sociale fondée sur les conseils ouvriers.

En vérité, nos adversaires ne parviendront jamais à sortir de la banalité. L'extrémisme véritablement « infantile » théorisé par Dutschke sous l'influence conjuguée du maïosisme, d'un trotskysme dégénéré et du guevarisme consiste à proposer... la guérilla. Inutile d'insister sur ce qu'une telle position a de funeste pour une aire historico-géographique où la reconstitution des forces de classe du prolétariat exige un dur travail qui, coûte que coûte, doit rester fidèle aux modèles classiques prévus par notre doctrine et qui ne peut être réalisée que par le Parti marxiste dans la phase propice.

UNE PERSPECTIVE POUR L'AVENIR

Dans la future vague révolutionnaire, la classe ouvrière allemande est appelée à jouer un rôle de premier plan. La division du pays en deux et la présence d'armées étrangères dépendent indiscutablement à un plan international, oriental et occidental, de surveillance policière. A cette garantie, l'Etat d'Allemagne occidentale a tenu à ajouter une nouvelle arme contre la guerre sociale, les lois d'exception, c'est-à-dire un ensemble de mesures répressives auxquelles manque encore, il est vrai, l'indispensable couronnement, c'est-à-dire une loi permettant d'enlever à une organisation les garanties constitutionnelles ; mais officiellement, on justifie ces lois d'exception par la proximité de l'Allemagne de Pankov et du bloc « socialiste » et on se garde bien d'avouer qu'il s'agit d'un appareil légal de répression contre le prolétariat.

Division du territoire national, présence d'armées étrangères, « socialisme » d'Ulbricht à l'Est, législation implicitement anti-ouvrière à l'Ouest : ce sont toutes ces initiatives de l'ennemi de classe international qui confirment le mieux l'exactitude de notre prévision.

Quant à la reconstruction du Parti de classe en Allemagne, c'est une question dont la solution sera décisive pour le sort de la révolution anti-capitaliste dans le monde.

DE NOUVEAUX ROUGES ?

Lors des événements de mai-juin, le P.C.F. et la C.G.T. ont dû manifester au grand jour leur souci de sauvegarder l'ordre établi. Des organisations qui existaient déjà plus ou moins en marge du mouvement ouvrier y ont vu l'occasion de proposer leurs bons services. Si le rôle réactionnaire des dirigeants P.C.F. - C.G.T. n'est pas une nouveauté pour nous, son apparition ouverte sur la scène sociale a pu dévoyer quelques prolétaires dans les bras de ces « directions de recherche » se présentant comme dures et pures alors qu'elles ne sont que le produit de la décomposition du mouvement ouvrier.

La C.F.D.T. sur le plan syndical et le P.S.U. sur le plan politique ont joué un rôle parallèle que nous allons voir successivement.

La question de l'unité ou de la division syndicale reste purement formelle aussi longtemps que le parti de classe ne peut se manifester en tant que force historique. C'est-à-dire que, dans les périodes où sa faiblesse numérique lui interdit toute participation décisive aux luttes du prolétariat, les phénomènes superstructurels d'unité et de scission des directions ne sont pas contradictoires, n'ont pas

un sens de classe différent. Au contraire, ce sont deux formes d'adaptation aux impératifs bourgeois nationaux : les unités de 1936 et de 1944, saluées comme des victoires du prolétariat, eurent pour effet de mobiliser l'ensemble de la classe pour la marche à la guerre dans le premier cas, pour la reconstruction nationale dans le second. De la même façon, aujourd'hui, la pluralité syndicale ne peut être considérée par rapport à une unité idéalisée et abstraite, mais pour ce qu'elle recouvre en réalité : la division des tâches entre les différentes centrales, phénomène particulièrement visible lors des événements récents : on y a vu les centrales minoritaires (F.O. mais surtout la C.F.D.T.) prendre souvent, dans plusieurs secteurs (textiles et métallurgie) des positions « à gauche » de celles de la C.G.T. Négligeons l'explication marginale d'un recrutement démagogique : en fait, la C.F.D.T. n'a pas à jouer un rôle de masse (celui de la C.G.T.), mais un rôle de direction : canaliser le mécontentement ouvrier vers les formes les moins dangereuses possible. Les syndicats blanc et jaune ont été les meilleurs garants de la stabilité de la C.G.T. en y favorisant l'écrémage des militants assez

conscients pour sentir la trahison des Séguy et consorts, mais pas assez pour former des fractions révolutionnaires dans le seul syndicat qui ait une base de classe (au moins sociologiquement et historiquement). Cette véritable division du travail est manifeste quand on voit que la centrale de Descamps gagne en importance dans les secteurs sans traditions ouvrières (Flins, par exemple) et laisse intacts les bastions cégétistes (comme Billancourt). Le fait que les éléments les plus combattifs se soient manifestés là où la C.F.D.T. a effectué une percée a amené certains à y voir une relation de cause à effet. En réalité, ces deux phénomènes sont expliqués par un troisième : la faiblesse de l'encadrement cégétiste qui détermine et l'explosion des ouvriers pas encore pourris par le réformisme et la nécessaire présence de la C.F.D.T. destinée à « réorganiser le désordre ».

De même que le « quétisme » d'autres secteurs n'est pas le fait de l'absence relative de la C.F.D.T. mais de l'omnipotence des bonzes cégétistes. Il s'établit donc une continuité totale entre la C.F.D.T.

(Suite en page 4)

LA DÉFAITE

électorale de la gauche

(Suite de la page 1)

— héritée du siècle dernier ! — à opposer aux partis dont la fonction serait de conserver la société bourgeoise d'autres partis dont la fonction serait au contraire de la réformer, cette habitude si profondément ancrée dans la conscience bourrée d'illusions des masses est aujourd'hui dépourvue de toute base réelle : les réformes dont la société bourgeoise a besoin pour survivre, pour conjurer le spectre de la révolution sociale, elle les accomplit elle-même, à des fins de conservation, bien entendu ; et inversement, les partis qui à l'époque impérialiste — c'est-à-dire à l'époque des guerres et des révolutions — se donnaient pour raison d'être d'obtenir de simples réformes, alors que le temps est largement venu de balayer le capitalisme meurtrier et oppresseur, de tels partis n'ont strictement plus rien à voir avec ces partis prolétariens qui, au siècle dernier, pouvaient encore lutter en faveur d'une législation sociale meilleure sans cesser d'être des organes de classe : ils ne sont là que pour conjurer la Révolution ; quant à leur bilan réformateur, il est peut-être encore plus pitoyable que celui des partis ouvertement bourgeois, s'il est possible.

De la même façon, le frontisme avec les classes moyennes se retourne nécessairement contre le prolétariat à peine celui-ci prétend-il faire triompher ses intérêts. Pendant des années les partis de l'opposition — et en premier lieu le PCF — se sont évertués à convaincre les ouvriers qu'ils n'avaient finalement pas d'intérêts distincts et encore moins opposés à ceux du "peuple de France" en général ; et ils y ont largement réussi. Ils ont réussi à traîner le prolétariat sur le terrain propre de la petite bourgeoisie qui résiste autant qu'elle peut au grand capital dont le développement la menace de mort sociale, mais qui, bien entendu, résiste de façon réactionnaire, c'est à dire qui voudrait revenir en arrière, et qui pour cette raison oppose à la dictature du capital la "démocratie réelle", là où le prolétariat revendique sa propre dictature de classe, et à la planification totalitaire de l'économie par les intérêts supérieurs du capital financier, on ne sait quelle "planification démocratique" qui lui permettrait de tirer son propre profit de l'exploitation de la classe ouvrière, là où le prolétariat revendique le communisme — et tout à l'avenant. Le prolétariat a adhéré à ces revendications illusoire et menteuses qui ne pouvaient convenir qu'à des couches sociales partagées entre leur ressentiment contre le grand capital et leur haine ou leur peur des désordres sociaux et du communisme au sens propre. Il les a faites siennes, et qu'a-t-on vu se produire ? Il a suffi de troubles de rue et d'une grève générale qui, à aucun moment, n'a posé la moindre revendication révolutionnaire ; qui, bien plus, n'a même jamais voulu s'avouer comme telle pour que, perdant la tête devant des drapeaux rouges et noirs plus folkloriques que réellement menaçants, la petite bourgeoisie envoie au diable "démocratie réelle" et "planification dans l'intérêt de tous" et, ravalant sa colère contre le "pouvoir personnel" et les impôts trop lourds, se jette dans les bras

du parti de l'ordre, reconnaisse pour sien le parti du grand capital et rompe une alliance électorale qui pourtant ne pouvait profiter qu'à elle, à supposer que celle-ci ait pu avoir une autre utilité que de duper les ouvriers et de les retenir dans un cadre bourgeois-populaire. Un tel résultat ne peut surprendre que les intoxiqués de l'opportunisme, puisque dès 1848, le Manifeste communiste mettait en garde le prolétariat socialiste contre les classes moyennes qui veulent faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire ! Quelle conclusion tirer de cette expérience ? Il convient à un renégat à la Waldeck-Rochet d'insinuer qu'il ne faut plus rien faire qui soit susceptible d'alléier à la classe ouvrière, la sympathie des couches moyennes, car cela reviendrait non seulement à renoncer au socialisme et à la révolution, mais même simplement à la grève générale, et peut-être à la grève tout court. La vérité est que ces faits confirment en plein la thèse marxiste : le plus puissant soutien de la domination du grand capital, c'est le conservatisme des classes moyennes d'une part, et d'autre part, les illusions dont elles infectent la classe ouvrière elle-même.

Il est bien clair que la rupture des forces vives du prolétariat avec la démocratie politique et le frontisme ouvriers-classes moyennes ne se fera qu'au travers d'une série d'expériences et de déceptions amères qui, bon gré mal gré, pousseront les masses ouvrières sur le terrain de la révolution, et que cela ne se produira que dans des conditions internationales favorables ; mais alors, consciemment ou non, ce ne sont plus des adoucissements et des réformes que la classe ouvrière revendiquera, mais sa totale émancipation de classe et la société communiste. Maudits soient tous ceux qui, au lieu d'œuvrer à ce grand résultat historique, ne savent tirer de la défaite de juin 1968 que de nouvelles raisons d'humilité pour le prolétariat, et qui, explicitement ou non, l'invitent à attendre patiemment cinq nouvelles années le verdict forcément antisocialiste de la majorité démocratique et légale du bon peuple de France.

Le manque de place nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro (qui paraîtra début septembre) un article sur LA « PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE », ARME DU CAPITAL.

PROLETAIRES DE LANGUE ITALIENNE
Lisez :
il PROGRAMMA COMUNISTA
Journal bi-mensuel et
SPARTACO
Bulletin de lutte syndicale
Spécimen gratuit et conditions d'abonnement :
Ecrire au "Prolétaire"
Boîte Postale 375
Marseille-Colbert

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert
IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
MARSEILLE (X^{ème})
Distribué par les N.M.P.P.

Mouvement Etudiant et Prolétariat

C'est un fait qu'en mai 1968, le mouvement étudiant a agi comme un détonateur dans la classe ouvrière. C'est un fait également que parmi les étudiants, nombreux étaient les éléments politisés, discourant avec une audace extrême contre les structures capitalistes et qu'ils ne sont pas restés sans influence sur ceux qui pensaient davantage à se ménager une place douillette dans la société bourgeoise qu'à faire une révolution. Il n'en a pas fallu plus pour que se répande surtout parmi les jeunes une thèse particulièrement balourd : le prolétariat n'est pas révolutionnaire et subit l'influence réformatrice du P. C. F. et de la C. G. T. qui l'empêchent d'acquiescer à une conscience politique radicale ; seul le contact avec la jeunesse des Universités permettra de franchir cet obstacle ; de l'union du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier seule peut sortir la solution des terribles problèmes que posent à la Révolution l'inertie et l'analphabétisme politique des prolétaires.

A certains (peut-être à beaucoup), cela semble la leçon lumineuse des faits eux-mêmes alors que c'est du pur infantilisme. Les étudiants ne constituent pas une classe sociale, et leur mouvement n'est pas un mouvement de classe. Les revendications qu'ils posent en tant qu'étudiants non seulement sont liées à l'existence de la division bourgeoise du travail et de la société capitaliste en général, mais à la différence des revendications économiques des prolétaires, elles ne débouchent pas nécessairement sur la révolution sociale et le communisme.

Bien entendu, il n'est nullement exclu qu'individuellement, les étudiants se détachent à la fois du mouvement corporatif de leur catégorie et des tendances faussement extrémistes qui y fleurissent pour adhérer à la cause du prolétariat, c'est-à-dire au programme communiste et au parti de classe.

Non seulement cela n'est pas exclu, mais dans une situation révolutionnaire ou même simplement pré-révolutionnaire cela ne saurait manquer de se produire ; dès 1848, le Manifeste Communiste prévoyait la désertion des rangs bourgeois par une partie des fils même de la bourgeoisie et leur passage à la cause prolétarienne.

Il est bien évident par ailleurs que la classe ouvrière et son parti ne sauraient se passer de la contribution que peuvent apporter à l'effort de reconstruction théorique et de propagande écrite et orale les éléments qui ont reçu une certaine instruction. Mais tout cela n'a

strictement rien à voir avec le rôle du mouvement étudiant en tant que tel (c'est-à-dire en tant que mouvement corporatif d'une part et de l'autre en tant que mouvement politiquement influencé par le maoïsme, le castrisme, le guévarisme et tous les romantismes révolutionnaires originaires du Tiers Monde qu'on voudra) dans le processus de la révolution prolétarienne.

A la révolution prolétarienne, que faut-il ? Une conscience — c'est-à-dire un programme et une tactique ; et une volonté — c'est-à-dire une organisation politique cohérente, centralisée, disciplinée. Ces conditions qui ne se trouvent de toute évidence pas réunies au sein des masses en général, ni dans les partis électoralistes ni même dans les syndicats ouvriers, le seraient-elles dans le « mouvement étudiant » ?

Il suffit de poser la question pour s'apercevoir que la réponse est négative. Fût-il aussi influencé par le marxisme révolutionnaire qu'on voudra (et ce n'est pas le cas, puisque Marcuse en est souvent l'inspirateur), le mouvement étudiant est le mouvement étudiant, avec toute l'hétérogénéité politique et l'attachement organique à la société bourgeoise qui l'engendre que cela suppose — c'est-à-dire le mouvement d'un groupe social qui a avec l'ordre constitué ses délégués propres (tout comme les ont, par exemple, les paysans, avec cette différence qu'eux, du moins, sont des producteurs), mais qui n'est ni ne peut remplacer le parti de classe, n'étant même pas un parti tout court lui-même.

Depuis Marx et surtout depuis Lénine, une des thèses centrales des communistes révolutionnaires et que seule la forme parti peut offrir à la révolution prolétarienne (qui viendra quand, où et comme elle pourra, mais qui viendra inévitablement) le facteur de conscience et de volonté dont elle a besoin pour vaincre. Rien, pas même l'usurpation de cette thèse par les renégats réformistes et même conservateurs du P.C.F. ne pourra nous y faire renoncer,

parce que toute l'évolution historique — y compris les récents événements — prouve qu'elle est juste ; c'est pourquoi, répudiant tout ouvriérisme et prêts à accueillir dans les rangs du parti quiconque, quelle que soit son origine sociale, non seulement adhère à son programme, mais en accepte la discipline, nous repoussons par contre la suggestion opportuniste qui inspire, au fond, la puérile croyance dans le rôle révolutionnaire du « mouvement étudiant » à l'égard du prolétariat.

Car de quoi s'agit-il, après tout ? De l'espoir insensé qu'il soit possible de trouver une voie plus courte et plus facile que la lutte inégale du petit parti de classe aujourd'hui existant contre l'opportunisme du P. C. F. et des cadres Cégétistes pour leur arracher le prolétariat ; de l'espoir insensé de réaliser cette dure conquête, tout de suite, à une échelle de masse, grâce à la notoriété et à la sympathie que les étudiants se sont acquis parmi les ouvriers les plus enclins à la résistance au Capital et à son Etat.

Cette perspective peut séduire ceux qui ne se sentent pas de vocation pour une lutte très longue, très ingrate et souvent très décevante et qui voudraient de grands résultats dans l'imédiat ; le malheur est qu'elle est fautive ; au prolétariat, pour réaliser la révolution dont il a la mission et qui est la plus grande et la plus profonde de l'Histoire, il faut bien autre chose encore que le verbalisme révolutionnaire des étudiants et même que leur audace !

La place de tout étudiant sincèrement révolutionnaire est indubitablement dans le parti de classe ; mais la place de tout ouvrier qui commence à échapper à l'influence paralysante des opportunistes du syndicat et des faux partis ouvriers n'est certainement pas dans les palabres confuses et inconcluantes de la « révolution culturelle » étudiante : elle est dans sa propre organisation politique révolutionnaire dont il doit avoir à cœur le développement, le renforcement et le triomphe.

Ce journal est entièrement rédigé et administré par des travailleurs salariés, à l'exclusion de toute collaboration de professionnels ou de permanents rétribués. C'est à leur contribution à l'œuvre nécessaire de clarification. Toi, lecteur, sympathisant, quelle est la tienne ? LE PROLETAIRE ne peut vivre que des subsides prolétaires. LE PROLETAIRE ne peut faire entendre sa voix que par l'effort conjugué de tous les révolutionnaires sincères. LE PROLETAIRE ne peut améliorer sa périodicité et augmenter sa matière que par l'aide de tous ceux qui approuvent son effort.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE
● LE PROLETAIRE ●
ECRIS-NOUS - ABONNE-TOI - SOUSCRIS
« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

DE NOUVEAUX ROUGES ?

(Suite de la page 3)

« gauchiste » d'aujourd'hui et la centrale chrétienne qui se formaient en 1947 pour ajouter une division au sein du prolétariat.

De même que la C.F.D.T. n'aurait plus de raison d'être si la CGT défendait les intérêts du prolétariat, c'est-à-dire si triomphait en son sein une fraction révolutionnaire, le FSU ne doit son existence qu'à l'absence d'un parti de classe et lui, qui en est aux antipodes, attire (n.a.s. dégoûtera vite) les quelques ouvriers qui, intuitivement, recherchaient « leur parti ».

Nous disons que le PSU est aux antipodes d'un parti de classe parce que c'est le parti des couches moyennes (intellectuels en particulier) qui, de ce fait, ballotte entre de multiples tendances. La meilleure expression de cette confusion est le mot d'ordre interclassiste de Pouvoir Etudiant, Pouvoir Paysan, Pouvoir Ouvrier... Le premier ne prête qu'à rire, mais nous savons bien que les deux autres sont antithétiques et que lors de la révolution socialiste, le pouvo-

ouvrier exclut radicalement le pouvoir paysan, cette paysannerie dont Lénine disait qu'elle sécrète constamment la bourgeoisie. Il est bien entendu que nous ne pensons même pas que le P.S.U. prenne au sérieux ses propres mots d'ordre qui ne sont d'ailleurs ronflants que dans la mesure où il ne saurait les réaliser. Le P.S.U. a su profiter des réactions violentes d'une partie des couches moyennes à l'approche de la crise, il y a applaudi, se parant, aux yeux de certains ouvriers, d'un certain radicalisme. On ne saurait faire grief à l'opportunisme déclaré de faire feu de tout bois ! Aussi, quand le P.S.U. fait du gauchisme pour ramener ensuite vers les urnes les ouvriers égarés, quand il joue son rôle dans la conservation sociale, ce n'est pas lui que nous attaquons, mais bien les chefs ouvriers, les soi-disant communistes qui ont permis qu'il en soit ainsi. Comment les ouvriers pourraient-ils rejeter les élections, alors que « leurs » partis et « leur » syndicat donnent l'exemple d'un électoralisme et d'un ministérialisme forcené ? Comment les ouvriers pourraient-ils vomir ce parlement bourgeois alors qu'on leur a répété que la voie pacifique au socialisme y passait ?

La division de la classe ouvrière a permis à une foule d'organisations de fleurir sur son fumier, par delà des divergences factices et tactiques, les syndicats comme les partis s'entendent tous à masquer aux ouvriers l'antagonisme fondamental les opposant au capital, antagonisme qui se résoudra violemment dans la révolution. Pour y préparer la classe ouvrière il faut que la fraction communiste s'organise dans la C.G.T. et combatte, en liaison étroite avec le parti de classe, l'influence de l'opportunisme ouvrier et de ses alliés « de gauche ».

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 49 (décembre 1967) inclus.

Prix : 40 F. (y compris les frais d'expédition)